

## CONVOCAION DU CONSEIL COMMUNAL

Conformément à l'article L1122-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, nous avons l'honneur de convoquer Madame/Monsieur le Conseiller, à la SEANCE du CONSEIL qui aura lieu le mercredi 15 septembre 2010 à 20 heures 00 de relevée, en la Maison Communale.

### ORDRE DU JOUR

#### Séance publique

- Affaires générales
- 1 . Communications de Monsieur le Bourgmestre.
- 2 . Règlements et Ordonnances de police – Ratification.
- 3 . Agents spéciaux de perception – Désignation et prestation de serment
- 4 . Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal – modification
- 5 . Réforme de la sécurité civile – Information
- 6 . ASBL Centre sportif communal d'Ohey – Ouverture de crédit – Caution solidaire - Décision
- 7 . Subside extraordinaire – ASBL REFC Evelette-Jallet – Décision
- 8 . Fabrique d'Eglise de Haillot – Budget 2011 – Approbation
- 9 . Assurances – Cahier des charges et mode de passation de marché – Approbation
- CPAS
- 10 . Compte 2009 – Approbation
- 11 . Modification budgétaire N°1 – Approbation
- Patrimoine
- 12 . Vente de parcelle à Nalamont – Evaluation du prix de vente : Approbation
- 13 . Essart communal – renonciation – Approbation
- Travaux
- 14 . Achat de deux véhicules déclassés de la zone de Police – Approbation
- 15 . Achat d'un tracteur - Cahier des charges et mode de passation de marché – Approbation
- Développement durable
- 16 . Schéma de structure/RCU – avenant – Approbation
- 17 . Rapport final du conseiller en énergie - Approbation
- 18 . Equipement solaire thermique du hall sportif - Cahier des charges et mode de passation de marché – Approbation

19 . Contrat de rivière Haute-Meuse – programme d’actions 2011-2013 – approbation

20 . Contrat de rivière Hoyoux – programme d’actions 2011-2013 – approbation

21 . Classement du tilleul d’Haillot – Approbation

Huit-clos

22 . Enseignement – Demande d’interruption de carrière professionnelle partielle – Décision

23 . Enseignement – Demande d’un congé pour prestations réduites pour deux enfants de moins de 14 ans – Décision

24 . Enseignement – Demande d’interruption de carrière classique – Décision

Par Ordonnance  
Le Secrétaire Communal,ff,

Le Collège Communal,

François MIGEOTTE

Daniel de LAVELEYE – Bourgmestre

Art. L1122-13 - § 1<sup>er</sup> : Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par écrit et à domicile, au moins sept jours francs avant celui de la réunion ; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3.

Les points de l'ordre du jour doivent être indiqués avec suffisamment de clarté.

§ 2. Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises à la disposition, sans déplacement, des membres du Conseil Communal dès l'envoi de l'ordre du jour.

Le règlement d'ordre intérieur visé à l'article L 1122-18 peut prévoir que le Secrétaire Communal ou les fonctionnaires désignés par lui fournissent aux Conseillers qui le demandent des informations techniques au sujet des documents figurant au dossier; dans ce cas, le règlement d'ordre intérieur détermine également les modalités suivantes lesquelles ces informations techniques seront fournies.

Art. L1122-15 : Le Bourgmestre ou celui qui le remplace préside le Conseil.

La séance est ouverte et close par le Président.

Art. L1122-17 : Le Conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente.

Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu; en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

Art. L1122-24 : Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion; sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents; leurs noms seront insérés au procès-verbal.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au Bourgmestre ou à celui qui le remplace au moins cinq jours francs avant l'assemblée; elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le Conseil. Il est interdit à un membre du Collège des Bourgmestre et Echevins de faire usage de cette faculté.

Le Bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du Conseil

Art. L1122-26 §1<sup>er</sup> : Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages; en cas de partage, la proposition est rejetée.

§ 2 : Le Conseil Communal vote sur l'ensemble du budget et sur l'ensemble des comptes annuels. Chacun de ses membres peut toutefois exiger le vote séparé d'un ou de plusieurs articles ou groupes d'articles qu'il désigne, s'il s'agit du budget, ou d'un ou plusieurs articles ou postes qu'il désigne, s'il s'agit des comptes annuels.

Dans ce cas, le vote d'ensemble ne peut intervenir qu'après le vote sur le ou les articles, groupes d'articles ou postes ainsi désignés, et il porte sur les articles, ou postes dont aucun des membres n'a demandé le vote séparé, et sur les articles qui ont déjà été adoptés par vote séparé.

Art. L1122-27 : Sans préjudice de l'alinéa 4, les membres du Conseil votent à haute voix.

Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir un mode de scrutin équivalent au vote à haute voix. Sont considérés comme tels, le vote nominatif exprimé mécaniquement et le vote par assis et levé ou à main levée.

Nonobstant les dispositions du règlement d'ordre intérieur, le vote se fait à haute voix chaque fois qu'un tiers des membres présents le demande.

Seules les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires, font l'objet d'un scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages.

Lorsqu'il est membre du Conseil, le Président vote en dernier lieu.

L'alinéa précédent n'est pas applicable au scrutin secret.

Art. L1122-28 : En cas de nomination ou de présentation de candidats. Si la majorité requise n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

A cet effet, le Président dresse une liste contenant deux fois autant de noms qu'il y a de nominations ou de présentations à faire.

Les suffrages ne peuvent être donnés qu'aux candidats portés sur cette liste.

La nomination ou la présentation a lieu à la pluralité des voix. En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.